

Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à
l'innovation SEFRI

État des lieux sur le positionnement des écoles supérieures

Résumé du rapport final
31 juillet 2020

Elaboré par

econcept AG, Gerechtigkeitsgasse 20, CH-8002 Zurich
www.econcept.ch / + 41 44 286 75 75

Auteurs

Sarah Neukomm, lic. phil. I, politologue
Flavia Amann, MA UZH en sciences de l'éducation
Jasmin Gisiger, MA ETH UZH in Comparative and International Studies
Marie-Christine Fontana, Dr sc. pol., politologue

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé aux enquêtes menées dans le cadre de l'étude ou qui nous ont aidées en nous fournissant d'autres informations. Un grand merci également au groupe d'accompagnement.

Résumé

Contexte et objectifs de l'étude

Les écoles supérieures (ES) proposent des filières de formation au degré tertiaire B axées sur la pratique et sur les besoins du marché du travail. Dans le système éducatif suisse, elles font partie de la formation professionnelle supérieure et s'adressent en particulier aux professionnels titulaires d'un certificat fédéral de capacité (CFC) qui souhaitent obtenir une certification du degré tertiaire fortement tournée vers marché du travail. Le positionnement des ES fait l'objet de discussions depuis près de 10 ans. Durant cette période, la thématique des ES a fait partie intégrante du projet stratégique « Formation professionnelle supérieure » et diverses mesures ont été mises en œuvre afin d'améliorer leur positionnement (p. ex. cadre national des certifications, dénomination des titres en anglais, accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures AES, bonnes pratiques en matière d'admission). Toutefois, les débats concernant le positionnement des ES se poursuivent de manière intensive. Plusieurs interventions ont déjà été déposées dans les deux Chambres fédérales.

Dans sa réponse à la motion 18.3392 de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N), le Conseil fédéral s'est montré disposé à revoir l'ensemble du système ES et à procéder, sur cette base, aux adaptations nécessaires afin de maintenir et de renforcer le positionnement des ES. La base devait être fournie par un état des lieux analysant de manière approfondie le positionnement actuel des ES et mettant en lumière les défis et les champs d'action. À cet effet, une étude externe a été confiée à econcept dans le cadre du projet « Positionnement des ES », qui s'inscrit lui-même dans le processus stratégique Formation professionnelle 2030. L'étude vise à fournir une vue d'ensemble fondée et solidement étayée du positionnement des ES ainsi que des défis et des champs d'action urgents, dans l'optique des discussions et des décisions à prendre quant à des mesures futures.

Approche méthodologique

Pour dresser la vue d'ensemble, les travaux préparatoires et les études existantes dans le domaine ES ont été complétés par des enquêtes ciblées. Ces dernières garantissent la systématisation nécessaire ainsi que la différenciation en fonction des groupes d'intérêts (notamment les ES, les cantons, la Confédération, les organisations du monde du travail Ortra, les employeurs/entreprises, les étudiants, les diplômés) et des différents domaines (technique, hôtellerie-restauration, tourisme et facility management, économie, agriculture et économie forestière, santé et social, formation des adultes, arts visuels, arts appliqués et design, transport et trafic). Il s'agissait également d'étayer largement les résultats obtenus en vue de définir les champs d'action pertinents et les mesures à prendre.

Les méthodes ci-après ont été appliquées successivement et combinées de manière ciblée : analyses de documents, analyses de données, notamment sur la base des statistiques de l'OFS, interviews exploratoires avec la Confédération (SEFRI), un canton et les partenaires sociaux, vaste enquête auprès de 128 représentants des groupes d'intérêts centraux dans le système ES (Ortra, ES, diplômés, cantons, Confédération) de différents domaines, interviews du point de vue des concurrents (hautes écoles spécialisées, examens fédéraux), mise en place de huit groupes de réflexion composés de représentants des différents domaines, régions linguistiques et groupes d'intérêts (Ortra, écoles, entreprises, diplômés, étudiants) afin d'approfondir les champs d'action et les défis, recherches et interviews sur le positionnement international ainsi qu'une prise de position écrite des membres du groupe d'accompagnement en ce qui concerne les mesures.

Les ES – un pilier important du système éducatif, mais nécessitant une action

Les ES sont reconnues comme une composante essentielle du système éducatif suisse en raison de leur profil orienté vers le marché du travail et axé sur la pratique. Malgré les mesures déjà prises, des actions sont jugées nécessaires de toutes parts concernant leur place au sein du système éducatif et leur statut sur le marché du travail et dans la société.

- *Positionnement national* : dans l'optique du positionnement national des ES, un besoin important est mis en évidence dans la plupart des groupes d'intérêts, toutes les régions linguistiques et tous les domaines, avec des opinions très semblables concernant le besoin d'action généralisé et les champs d'action prioritaires. Une forte nécessité d'agir sur le positionnement national est perçue avant tout par les ES et les domaines *Santé, Arts visuels, arts appliqués et design, et Technique*. Le positionnement des filières d'études postdiplômes des ES (EPD ES) est également sujet à de nombreuses critiques.
- *Positionnement international* : un besoin d'action important est également identifié au niveau du positionnement international des ES. Agir sur le positionnement international est jugé plus important et dans certains cas plus urgent que de renforcer le positionnement national, mais cet avis se concentre sur certains domaines présentant des intérêts internationaux plus pressants (notamment hôtellerie-restauration, tourisme et facility management, banque dans le domaine de l'économie) et par rapport à certains pays (notamment les pays voisins, les autres États de l'UE, les États-Unis, la Chine, les pays asiatiques émergents). Par conséquent, les évaluations du besoin d'action généralisé et des domaines d'action prioritaires pour le positionnement international divergent plus fortement entre les groupes d'intérêts, les régions linguistiques et les domaines que pour le positionnement national. Les Ortra, les personnes interrogées en Suisse romande et d'autres domaines (social et formation des adultes, agriculture et économie forestière, technique, transport et trafic) en particulier jugent le besoin d'action en la matière faible.

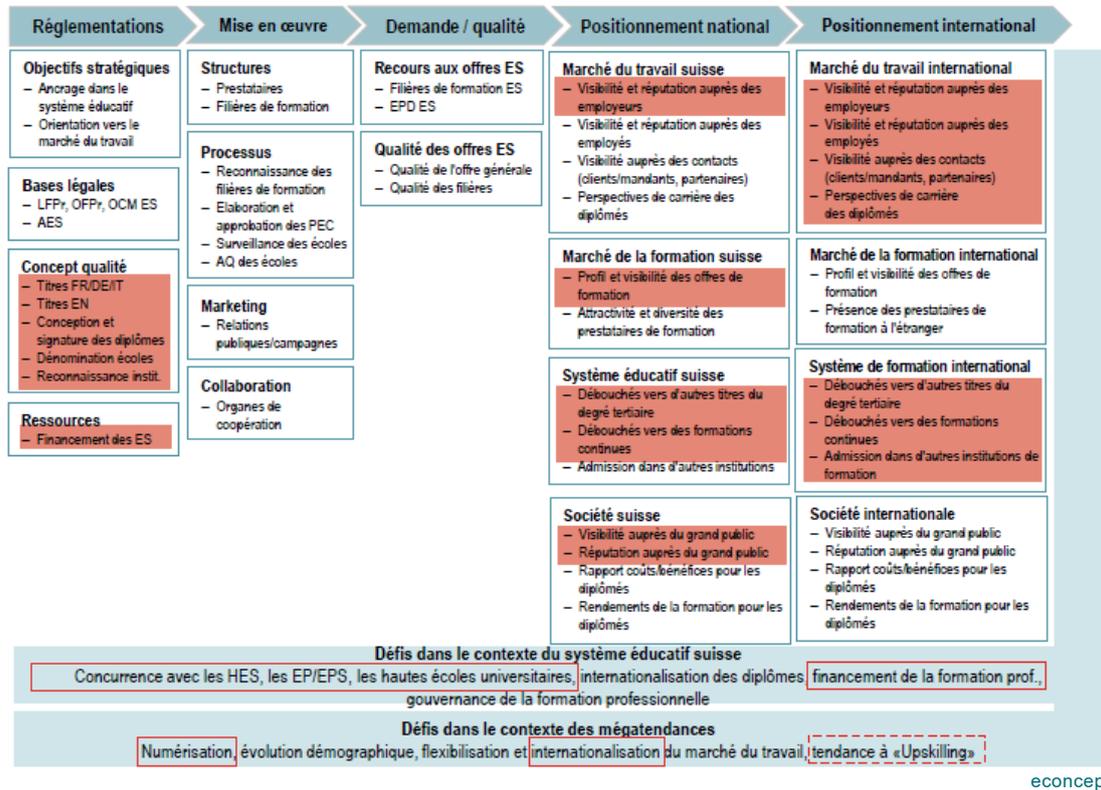
L'orientation stratégique, la mise en œuvre et la qualité de l'offre ES peuvent certes être améliorées sur certains points, mais elles sont globalement appropriées et moins controversées dans l'optique du positionnement.

Les champs d'action les plus urgents concernent la visibilité, les débouchés et le profil

Les domaines d'action les plus urgents pour le positionnement des ES ont trait au manque de visibilité et de réputation des formations ES dans la société et sur le marché du travail, ainsi que dans le manque de débouchés vers d'autres formations :

- *Positionnement national* : les domaines d'action les plus urgents sont le manque de visibilité et de réputation du profil ES auprès du grand public et dans la société, profil qui est perçu comme difficilement saisissable en comparaison à d'autres formations au degré tertiaire (en particulier HES, examens fédéraux). Le manque de visibilité auprès des employeurs et l'absence de débouchés vers d'autres formations, notamment au degré tertiaire A, sont également sujets à critiques.
- *Positionnement international* : le plus grand besoin d'action se fait sentir au niveau de la visibilité générale des ES sur le marché du travail étranger et par rapport aux critères d'admission et aux débouchés vers d'autres formations à l'étranger.

Outre la forte nécessité d'agir sur le positionnement, un besoin d'action immédiat est reconnu aussi en ce qui concerne le cadre normatif des ES, auquel on attribue une grande importance dans le contexte de l'amélioration du positionnement des ES. L'accent est mis sur les dispositions actuelles relatives aux attestations de qualité établies (titres, diplômes, reconnaissance des écoles), dont certaines sont jugées peu utiles. Le financement des ES est également jugé insuffisant et peu transparent.



econcept

Fig. 1 : Vue d'ensemble des champs d'action les plus urgents et des principaux défis pour les ES.

Les grands défis résident dans la délimitation et la concurrence avec les autres types de formation (surtout les HES, mais aussi, dans certains domaines, le CFC et les examens fédéraux) ainsi que dans le financement de la formation professionnelle. Des mégatendances comme la numérisation et l'internationalisation sont également considérées comme des défis, mais jugées moins pertinentes en termes d'amélioration du positionnement.

19 mesures possibles pour un meilleur positionnement des ES

Compte tenu des champs d'action urgents et des défis identifiés, une grande importance doit être accordée à la poursuite du développement des attestations de qualité actuelles (titres, diplômes, reconnaissance des écoles), y compris un financement plus uniforme, à l'affinement du profil des ES par rapport à d'autres établissements de la formation professionnelle et du degré tertiaire ainsi qu'à l'amélioration de la visibilité et des débouchés après les formations ES. 19 mesures possibles pour améliorer le positionnement des ES, applicables à l'ensemble du domaine ES, répondent au potentiel d'optimisation (voir Fig. 2). Les mesures préconisées concernent d'une part le cadre normatif ou son application dans le domaine ES, et visent d'autre part à apporter des changements dans le contexte éducatif. En outre, des mesures plus spécifiques sont proposées pour certains domaines.

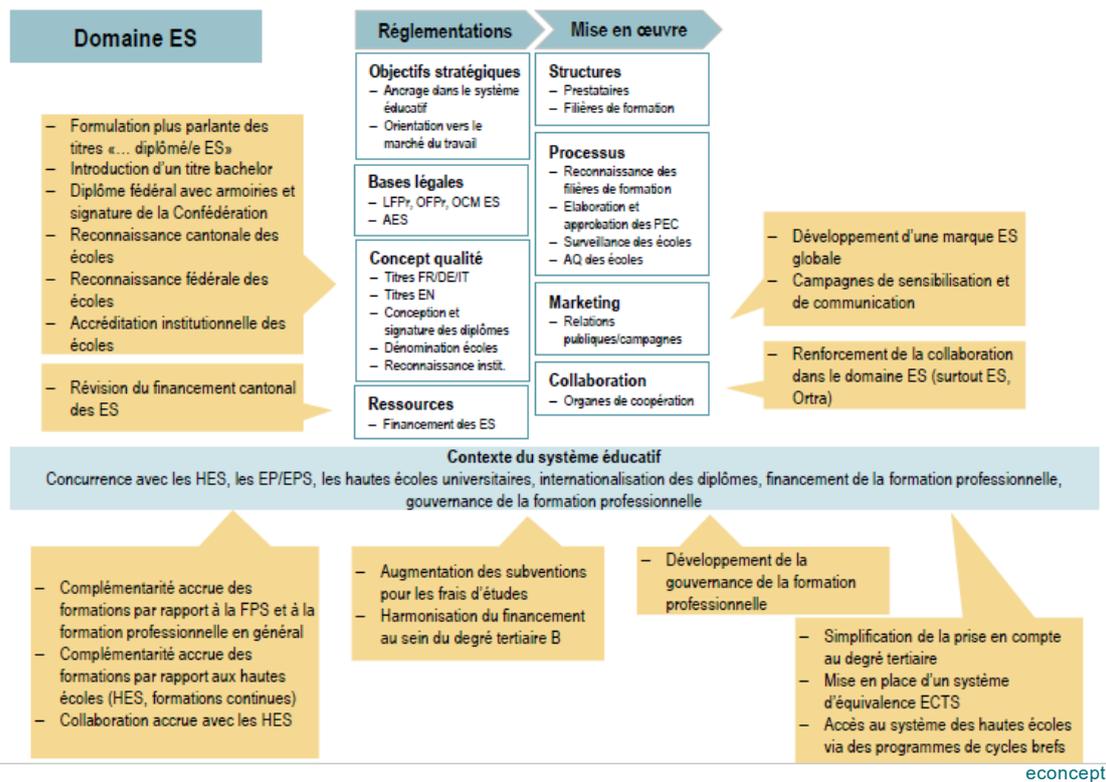


Fig. 2 : Mesures possibles pour un meilleur positionnement des ES

Les 19 mesures générales présentent chacune des chances et des risques spécifiques en ce qui concerne l'amélioration du positionnement des ES et leur mise en œuvre éventuelle. L'adéquation aux objectifs et la faisabilité – pour autant que ces paramètres puissent être évalués à la lumière d'un dispositif qui n'est pour l'heure que sommairement esquissé – différent par conséquent d'une mesure à l'autre. L'état des lieux présente les chances et les risques des différentes mesures de manière systématique et apporte de premières indications sur les cibles, l'atteinte des objectifs et la faisabilité des mesures envisagées.